Amendement
N° 015

Conseil régional
Groupe Front de Gauche
Groupe Ensemble, l'Île-de-France
Groupe Alternative Écologiste et Sociale
Groupe Écologistes et Progressistes pour l'Île-de-France

COMMISSION PERMANENTE DU 15 OCTOBRE 2020

Rapport CP 2020-C28 :
DIVERSES MESURES RÉGIONALES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID-19

Texte de l'amendement :

Un article formulé de la façon suivante est ajouté à la fin de l'article 1 de la délibération :

« Agir de toute urgence contre la pandémie dans les lycées d'Île-De-France en donnant les moyens humains et matériels de faire respecter un protocole sanitaire réellement protecteur dans les lycées».

Exposé des motifs :

DES MOYENS RÉGIONAUX POUR PROTÉGER LES LYCÉENS ET LES PERSONNELS

Les indicateurs depuis septembre montrent une accélération du nombre de clusters dans les établissements secondaires. Entre le 9 mai et le 1er octobre 2020, on comptabilise 131 clusters en milieu professionnel contre 139 en milieu scolaire et universitaire, alors que l'ensemble des établissements scolaires n'a rouvert qu'en septembre, les entreprises, elles, ayant repris progressivement leurs activités depuis la fin du printemps. Alors qu'il aurait fallu anticiper la rentrée afin qu'elle se déroule au mieux et que l'année scolaire aussi, ni l'exécutif régional, ni le gouvernement n'ont pris au sérieux la question de la préparation des établissements à la scolarité en contexte épidémique. Rien n'était prêt.
Nous avions proposé d'amplifier les travaux estivaux pour adapter les salles de classe, les salles de restauration scolaire… la droite régionale a refusé.
Nous avions proposé d'embaucher 9 000 agents régionaux dans les lycées pour constituer des brigades de remplacement et à terme remplacer les départs à la retraite… la droite régionale a refusé.
Nous avions demandé la gratuité des masques pour les lycéens … la droite en a distribué deux lavables pour sept semaines…
Les alertes se multiplient dans les lycées. A Ferry à Paris, à Balzac à Mitry-Mory, à Pierre de Coubertin à Meaux, à Villon aux Mureaux, à Condorcet à Limay, à Renoir à Bondy, à Feyder à Epinay, à Mozart au Blanc-Mesnil…, les communautés éducatives alertent sur le manque de moyens et la mise en danger des élèves et des personnels.
Il est plus que temps de prendre de réelles mesures, d'arrêter le déni et d'agir. Ne rien faire revient à sacrifier la santé et la scolarité des lycéen·ne·s francilien·ne·s.

Nous demandons :

- Qu'une cellule de crise intégrant les acteurs du Comité interacadémique soit mise en place. Elle se réunira toutes les semaines pour faire le bilan des classes et des cantines fermées dans chaque territoire, donner les capacités d'accueil des cantines, le nombre d'agents présents dans les lycées, les capacités ou non à respecter le protocole sanitaire et la teneur réelle des moyens matériels disponibles dans chaque établissement. Elle fera également le point avec IDFM et les opérateurs Optile sur le transport scolaire. A l'issue de chaque réunion, un état des lieux complet sera rendu public.

- Qu'un recrutement d'urgence de 900 agents supplémentaires soit lancé. Ce dispositif doit prendre la place du recours bancal aux agences d'intérim, décidé en catastrophe par la Région, en septembre 2020.
- Qu'un plan de continuité de la restauration scolaire soit instauré, avec distribution de paniers repas équilibrés quand les conditions ne sont pas réunies pour ouvrir les cantines ; chaque lycéen•ne demi-pensionnaire doit pouvoir bénéficier d'un lieu pour manger à l'abri, au chaud et sur une table.
- Que la Présidente de région interpelle le Ministre de l'Education nationale pour qu'un protocole sanitaire applicable et efficace soit enfin proposé : avec des recrutements et des aménagements pédagogiques pour éviter les classes en sureffectif, avec des masques efficaces pour les personnels et des dispositifs de test pour les personnels.
- Que la Présidente de région interpelle également le Ministre de l'Education nationale sur la situation catastrophique de la médecine scolaire, pour s'assurer que nos établissements disposent rapidement de suffisamment de psychologues, infirmiers, assistants sociaux et médecins.

Céline MALAISÉ	**Maxime des GAYETS**	**Ghislaine SENÉE**	**Eddie AÏT**